

Le Planning familial se mobilise pour les droits LGBTQIA+ attaqués, symptôme d'une démocratie en danger

En cette journée internationale de lutte contre les LGBTQIAphobies, le Planning familial rappelle une exigence démocratique fondamentale : garantir à chaque personne le droit de vivre librement son orientation sexuelle, son identité et son expression de genre, sans violence, discrimination ni invisibilisation.

Face à la montée des actes et discours LGBTQIAphobes en France et dans le monde, cette journée doit être l'occasion de renforcer les politiques de protection, d'éducation et d'égalité, tout en combattant les offensives réactionnaires contre les droits fondamentaux.

Malgré un cadre juridique globalement protecteur en France, le rapport de [SOS Homophobie](#) montre que les droits des personnes LGBTQIA+ restent souvent théoriques. Il alerte sur les violences ordinaires et systémiques aussi bien dans l'espace public, au travail ou dans l'accès aux services. Les formes de violence les plus fréquentes sont dans :

- 42% des cas du rejet et de l'ignorance
- 36% des cas des insultes
- 17% des cas du harcèlement

Ces attaques contre les droits des personnes LGBTQIA+ sont également généralisées en Europe et dans le monde avec la multiplication d'offensives politiques et législatives rétrogrades. L'interdiction de la *Pride* de Budapest en 2025 ou encore les propositions de loi du Parlement portugais visant à restreindre les droits des personnes transgenres et intersexes, en sont des exemples concrets. De même, les reculs s'effectuent aussi en Afrique avec l'exemple du Sénégal qui a récemment durci ses lois sur l'homosexualité en doublant ses peines de prison et sanctionnant sa "promotion" et son financement. En parallèle, on observe également une criminalisation importante des militantes lesbiennes dans plusieurs pays comme la Turquie, la Russie ou encore le Maroc.

Sarah Durocher, présidente du Planning familial souligne justement ***"Les droits des personnes LGBTQIA+ sont aujourd'hui un thermomètre démocratique. Plus leurs droits sont attaqués, plus les démocraties vacillent."***

En Europe, la Commission européenne a refusé de soutenir l'**initiative citoyenne européenne visant à interdire les "thérapies de conversion"**. Face à ce scandale, le Planning familial continuera de plaider pour cette avancée législative décisive pour les droits des personnes LGBTQIA+.

En France, le Planning familial **défend la mise en place réelle d'une éducation complète à la sexualité comme outil essentiel**, capable de transmettre une culture du respect, de lutter contre les stéréotypes, et de prévenir les violences et les discriminations, dès le plus



jeune âge. Le Planning familial appelle aussi les autorités publiques et locales à faciliter la mise en place des manifestations lors du mois des fiertés !

La France et l'Union européenne doivent assumer un rôle moteur dans la défense concrète de ces droits.

Le 17 mai, comme chaque jour, nous refusons les reculs et portons une conviction simple : les droits des personnes LGBTQIA+ existent, résistent et avancent. Face aux reculs des droits, aux attaques contre les militant.es et les associations LGBTQIA+ ainsi qu'aux tentatives d'effacement, **le Planning familial rappelle son accueil inconditionnel et réaffirme sa solidarité avec toutes les personnes LGBTQIA+.**

CONTACTS PRESSE

Sarah Durocher - sarah.durocher@planning-familial.org

Albane Gaillot - albane.gaillot@planning-familial.org